

**Bilan intermédiaire : Analyse des offres d'emploi
« Relations internationales » des collectivités territoriales
Septembre 2010 – Mars 2011**

Une étude de l'Agence COOP DEC Conseil
Mai 2011

Etude réalisée par **Albane LEVOYER** - Chargée de mission
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER
Directeur général de l'Agence COOP DEC Conseil



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z

30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France

TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022

Web : www.coopdec.org / Mèl : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26

Organisme agréé pour la formation des élus locaux

Sommaire

Sommaire	2
Introduction	3
Méthodologie	3
Résultats de l'enquête	5
1. Répartition par type de collectivité.....	5
2. Répartition géographique	6
Analyse du contenu des offres d'emploi.....	9
1. Caractéristiques du poste.....	9
a. Catégorie	9
b. Statut	9
c. Position dans la hiérarchie	10
d. Direction de rattachement	10
e. Délai entre mise en ligne de l'offre et date de limite de candidature	11
f. Délai entre date limite de candidature et prise de fonction	12
2. Descriptif du poste	12
a. Les missions	12
b. Postes à l'étranger.....	13
3. Profil du candidat.....	14
a. Diplôme.....	14
b. Compétences et expériences	15
c. Expériences à l'étranger.....	16
d. Ancienneté.....	17
e. Langues étrangères.....	17
f. Capacités managériales	18
g. Disponibilité (conditions d'exercice)	18
h. Outils bureautiques.....	18
Conclusion	19

Introduction

L'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale a publié en mars 2011, une *Note de conjoncture sur les « Tendances de l'emploi territorial »*¹. Sur 1 844 040 agents territoriaux (estimation des effectifs au 01/01/2010), il est estimé que 1750 personnes sont mobilisées sur l'International et l'Europe, soit 0,1 % de l'ensemble des effectifs territoriaux. Le nombre de recrutements dans ce secteur, envisagés en 2011, est de 30 postes soit 0.1% de l'ensemble des recrutements prévus. 14 % des recrutements envisagés concernerait des créations de postes et 86 % des remplacements de postes suite à des départs définitifs. Cette enquête est toutefois basée sur des projections.

L'objectif de la présente étude est de présenter une photographie complémentaire de l'enquête de l'Observatoire, concernant les recrutements des collectivités territoriales dans le domaine des *relations internationales*.

Au-delà du nombre de recrutements et leur implantation, cette étude présente les conditions de recrutement, la structuration des postes, le statut des postes, ...

Ce bilan donne des informations précises sur la réalité de cette « niche » en termes d'emplois, à l'ensemble des personnes qui souhaitent postuler.

En août 2010, l'agence COOPDEC Conseil publiait une première analyse des offres d'emploi « relations internationales » des collectivités territoriales sur une année.

Sur la période étudiée (septembre 2009 - août 2010), peu d'offres d'emploi à temps plein dans le champ d'activité « Europe – Coopération décentralisée » avaient été publiées. 58 offres avaient été identifiées comme concernant les Relations internationales, toutefois, il n'en restait que 19 dès lors que l'on excluait les postes « Europe » (veille communautaire et lobby, gestion des fonds structurels, coopération européenne).

Méthodologie

Les offres d'emploi diffusées par quatre sites web spécialisés ont été répertoriées : la Gazette des Communes², le Centre National de la Fonction Publique Territoriale³, le Site national des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale⁴ et le Site de l'Emploi Public⁵. Certaines offres ont été trouvées directement sur les sites Internet des collectivités territoriales. Enfin, certaines collectivités ont fait parvenir à l'Agence COOP DEC Conseil des offres d'emploi qui sont ensuite publiées dans la newsletter⁶ de l'Agence et sur son site web⁷.

Cette recherche ne peut être exhaustive dans la mesure où les collectivités territoriales ont, certes, obligation de publication de leurs offres d'emploi, cependant le support de publication n'est pas imposé. Par ailleurs, pour certains postes, souvent de direction, les collectivités peuvent faire appel à un cabinet de recrutement.

Les quatre sites Internet ont été consultés au moins une fois toutes les deux semaines entre septembre 2010 et mars 2011.

La recherche des offres d'emploi a été effectuée par mots-clés suivants : « coopération décentralisée », « jumelage », « Europe », « international ».

Si l'intitulé de l'offre d'emploi était imprécis ou ambigu, la lecture détaillée du contenu de l'annonce permettait dans la quasi-totalité des cas de décider si l'offre devait être retenue ou non.

Deux types d'offres ont ainsi été distingués dans cette étude. D'un côté, les postes dont l'activité complète relève de l'Europe et de la Coopération décentralisée, ces postes seront regroupés sous l'appellation « Europe – Coopération décentralisée ». De l'autre, les postes dont les missions de

¹ http://www.observatoire.cnfpt.fr/pages_local/contenu.phtml?id=1504

² www.lagazettedescommunes.com/, Rubrique « Offres d'emploi en ligne ».

³ CNFPT : www.cnfpt.fr/fr/accueil.php, Rubrique « Un agent », puis « Rechercher une offre d'emploi ».

⁴ FNCDG : www.fncdg.com/fncdg/htm/accueil/index.asp, Rubrique « Bourse de l'emploi ».

⁵ Emploi Public : <http://www.emploi-public.fr/> Rubrique « Territorial »

⁶ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

⁷ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/83/83_rubrique.php

relations internationales n'occupent qu'une partie du temps travaillé : ces postes seront appelés « offre d'emploi mixte » pour la suite de l'étude.

L'ensemble des deux rubriques « Europe – coopération décentralisée » et « offre d'emploi mixte » sont appelées offre d'emploi « Relations internationales » dans l'étude qui suit.

De plus, au niveau des postes « Europe – Coopération décentralisée » on distinguera les offres d'emploi en « temps-plein Coopération décentralisée » de celles « temps-plein Europe », plus centrées sur la veille communautaire et lobby, la gestion des fonds structurels et la coopération européenne.

Les offres d'emploi « temps-plein Coopération décentralisée » sont centrées sur des missions ayant trait à l'action internationale dans son ensemble : solidarité internationale et coopération décentralisée.

Au total, sur la période étudiée, **34 annonces ont été retenues.**

Tableau 1 : Nombre d' « offres d'emploi Relations internationales » recensées par mois sur la période étudiée (7 mois)

Mois	Nombre d'offres recensées	Nombre de temps-plein Europe	Nombre de temps-plein Coopération décentralisée
Septembre 2010	5	1	4
Octobre 2010	2	1	1
Novembre 2010	1	1	0
Décembre 2010	7	1	5
Janvier 2011	4	1	0
Février 2011	4	0	2
Mars 2011	11	5	3
Sous total	34	10	15
Total	34	25	

Tableau 2 : Répartition des offres selon la source

Emploi public territorial	Gazette des communes	CNFPT	FNCDG	Cas Particulier ⁸	Total
3	8	7	1	15	34

⁸ Dans « Cas particulier » nous comprenons le recensement de certaines offres via les sites des collectivités concernées (9) ou d'autres sites Internet : Cap Territorial, AFVP, Le Monde, Le Courrier des Maires.

Résultats de l'enquête

1. REPARTITION PAR TYPE DE COLLECTIVITE

Tableau 3 : Répartition des offres par employeur

	Conseil régional	Conseil général	Ville	EPCI	Autre	Total
Toutes les offres recensées	9	3	15	6	1 ⁹	34
dont « temps-plein Europe »	4	1	1	4		10
dont « temps-plein Coopération décentralisée »	4	2	9	0		15

Sur les 15 « temps-plein coopération décentralisée », 2 offres concernent un statut particulier, il s'agit de deux postes de volontaires.

Durant l'identification des offres d'emploi, nous avons relevé 3 postes « d'ambassadeur ». Les postes n'ont pas été recensés dans l'étude car ils dépendent d'un employeur spécifique ; la collectivité locale étrangère.

Tableau 4 : Nombre d'offres d'emploi selon le nombre d'habitants pour les villes

Nombre d'habitants	Nombre de villes	Nombre d'offres d'emplois	Dont offres « temps-plein Europe »	Dont offres « temps-plein Coopération décentralisée »
< à 20 000 habitants	2	3	0	1
entre 20 000 et 50 000 habitants	2	2	0	2
entre 50 000 et 100 000 habitants	5	7 ¹⁰	1	4
entre 100 000 et 200 000 habitants	1	1	0	0
> à 200 000 habitants	2	2	0	2
Total	12	15	1	10

*Source : INSEE 2008

Sur les 15 annonces provenant des villes, on note une majorité d'offres relatives aux offres temps-plein « Coopération décentralisée ».

10 offres temps-plein « Coopération décentralisée » sur les 15 identifiées au total dans l'étude proviennent de villes.

⁹ L'offre recensée concerne un poste d'animateur du réseau CENTRAIDER – Structure associative d'appui aux collectivités territoriales dans leur action de solidarité internationale.

¹⁰ Les villes de Colombes et de la Roche-sur-Yon ont publié chacune deux annonces distinctes au cours de la période étudiée.

2. REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Tableau 5 : Répartition des « offres d'emploi Relations internationales » selon le territoire et les institutions

	Nombre d'offres d'emplois par région	Nombre d'emplois par institution			
		Conseil régional	Conseil général	Ville	EPCI
Alsace	0				
Aquitaine	2	1			1
Auvergne	2	2			
Basse-Normandie	3	2			1
Bourgogne	1			1	
Bretagne	5	1	2		2
Centre	1 ¹¹				
Champagne-Ardenne	0				
Corse	0				
Franche-Comté	0				
Guadeloupe	0				
Guyane	0				
Haute-Normandie	0				
Île-de-France	7			7	
La Réunion	0				
Languedoc-Roussillon	1			1	
Limousin	0				
Lorraine	0				
Martinique	0				
Midi-Pyrénées	0				
Nord-Pas-de-Calais	2			2	
Pays de la Loire	4	2		2	
Picardie	1	1			
Poitou-Charentes	2		1		1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0				
Rhône-Alpes	3			2	1
Total	34	9	3	15	6

Les principaux territoires concernés par ces offres d'emploi « Relations internationales » sont : l'Île-de-France, la Bretagne et la région des Pays de la Loire. Il s'agit de zones assez urbaines.

Aucune offre « Relations internationales » n'a été identifiée dans douze territoires régionaux : Alsace, Champagne-Ardenne, Corse, Franche-Comté, Guadeloupe, Guyane, Haute-Normandie, La Réunion, le Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'azur.

Ceci peut sans doute s'expliquer par un mode de diffusion plus interne (site Internet de l'institution) et ne signifie pas qu'il n'y ait eu aucun recrutement.

¹¹ Le recruteur n'est pas une collectivité mais une association : CENTRAIDER.

Tableau 6 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le territoire régional et les institutions

	Nombre d'offres d'emploi « Relations internationales »	Europe				Coopération décentralisée			
		Conseil régional	Conseil général	Ville	EPCI	Conseil régional	Conseil général	Ville	EPCI
Alsace	0								
Aquitaine	2								
Auvergne	2	2							
Basse-Normandie	3	1			1	1			
Bourgogne	1							1	
Bretagne	5	1	1		2		1		
Centre	1								
Champagne-Ardenne	0								
Corse	0								
Franche-Comté	0								
Guadeloupe	0								
Guyane	0								
Haute-Normandie	0								
Île-de-France	7							3	
La Réunion	0								
Languedoc-Roussillon	1							1	
Limousin	0								
Lorraine	0								
Martinique	0								
Midi-Pyrénées	0								
Nord-Pas-de-Calais	2							1	
Pays de la Loire	4					2		2	
Picardie	1					1			
Poitou-Charentes	2				1		1		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0								
Rhône-Alpes	3							2	
Total	34	4	1	0	4	4	2	10	0

Tableau 7 : Répartition des offres d'emploi à plein temps « Europe – Coopération décentralisée »

Champ d'intervention	Europe			Total
	Coopération européenne	Veille communautaire et Gestion de fonds structurels	Coopération décentralisée	
Nombre d'offres d'emploi	4	6	15	25

En ce qui concerne les offres d'emploi spécifiquement « Europe » on distingue deux catégories :

- 4 sur la coopération européenne¹²
- 6 sur la veille de l'actualité communautaire¹³ et de gestion des fonds structurels¹⁴

Les postes concernant exclusivement l'Europe sont au nombre de 10.

Les offres d'emploi impliquant un temps plein à des missions de coopérations décentralisées sont au nombre de 15.

Les postes de chargé de mission concernant à la fois des missions de coopération décentralisée et de développement de la vie associative des associations de solidarité internationale avec une prédominance du temps de travail imparti aux partenariats de coopération décentralisée et jumelages ont été recensés dans le cadre des offres d'emploi « Europe – Coopération décentralisée », rubrique « Coopération décentralisée ». Au même titre, une offre d'emploi « coordinateur du comité de jumelage » a été classée sous l'appellation « Coopération décentralisée ».

Tableau 8 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le champ d'intervention

Champ d'intervention	Vie associative, culture	Economie, planification territoriale	Autre spécialité	Total
Nombre d'offres d'emploi	6	2	1	9

On discerne deux types de postes mixtes :

- les postes de Directeurs ou de DGA qui dirigent plusieurs services dont celui de Relations internationales. (DGA Chargé du développement et des coopérations territoriales, Directeur Solidarité et Coopération, Directeur de la Culture et des Relations Internationales, Responsable du service Vie associative, Directeur adjoint à la Citoyenneté et Directeur de la prospective et des stratégie territoriale, Directeur de la mission « Exportation et action internationale »). Ces postes représentent 6 postes sur 9.
- les postes qui comportent plusieurs missions (partagées à temps égal ou pas sur le temps de travail) ; par exemple, le poste d'animateur de réseau de l'association CENTRAIDER qui comprend des missions d'accompagnement aux acteurs de la SI et de la coopération décentralisée et de l'animation et appui à un réseau régional. Il s'agit également de 2 postes de responsable de service tel que « adjoint au chef du service des Relations internationales » qui concerne 2 des 3 postes recensés ici.

¹² Autrement dit, la gestion de programmes européens de coopération, type INTERREG IV A, B et C, LEADER, ...

¹³ Veille législative et sur les nouveaux programmes européens et appels à projets, souvent doublée d'un travail de lobby pour les postes à Bruxelles.

¹⁴ Ceci concerne les postes qui gèrent les fonds structurels type FEDER, FSE, ...

Analyse du contenu des offres d'emploi

1. CARACTERISTIQUES DU POSTE

a. Catégorie

Une analyse des offres peut aussi être réalisée en fonction des catégories pour lesquelles les postes sont proposés :

Tableau 9 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la catégorie

Catégorie A +	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Non renseigné	Total
2	14	0	0	9 ¹⁵	15

Tableau 10 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la catégorie

Catégorie A +	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Non renseigné	Total
1	5	1	0	2 ¹⁶	9

b. Statut

Tableau 11 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le statut

Exclusivement titulaire	Titulaire ou contractuel	Contractuel	NR	Autre	Total
3	3	3	14		23 ¹⁷

On note un certain équilibre entre les offres d'emploi exclusivement réservées aux titulaires et aux contractuels.

Au total, cinq annonces évoquent la voie de recrutement : trois par voie statutaire (mutation ou détachement) et deux annonces précises un recrutement sur liste d'aptitude, voie de mutation, de détachement, voie contractuelle, et postes ouverts aux candidats handicapés.

On observe un équilibre entre les annonces destinées aux fonctionnaires seuls et celles qui proposent d'embaucher soit un titulaire soit un contractuel.

Tableau 12 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le statut

Exclusivement titulaire	Titulaire à défaut contractuel	Titulaire ou contractuel	Contractuel	NR	Autre	Total
0	1	1	1	5	1 ¹⁸	9

¹⁵ Parmi les neuf offres « non renseignées » sur cette question, on peut supposer que cinq d'entre elles relèvent de la catégorie A (selon l'appellation du poste « Coordinateur programme coopération décentralisée en Guinée », « Chef de projet coopération décentralisée et relations internationales », « Chargé de mission actions internationales et développement de la vie associative », « Chargé du pôle relation international et événementiels »). Le poste de « Coordinateur (Guinée) » est un contrat qui relève du droit local guinéen, on ne peut donc le classer selon une catégorie.

¹⁶ L'offre « non renseignées » provient de l'association CENTRAIDER.

¹⁷ Hors postes de volontariat (2), un volontariat à l'international et un volontariat dans le cadre du service civique en France.

¹⁸ Il s'agit de l'annonce de l'association Centraider recherchant son « animateur de réseau ».

c. Position dans la hiérarchie

Tableau 13 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la position dans la hiérarchie

Directeur Adjoint	Chargé de mission	Coordinateur	Chef de service	Responsable	Directeur	Autre	Total
0	12	2	3	6	1	1	25

Tableau 14 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la position dans la hiérarchie

Directeur Adjoint	Chargé de mission	Coordinateur	Chef de service	Responsable	Directeur	Autre	Total
2	1	0	0	1	4	1	9

On remarque une majorité d'annonces de « Directeur » dans les offres d'emploi mixte. Ceci s'explique par le fait que les DGS, DGA et Directeurs de service ou pôle dans une collectivité territoriale ont la responsabilité de plusieurs champs d'intervention ou domaines d'activité.

d. Direction de rattachement

Tableau 15 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon la direction de rattachement

Direction de rattachement	Nombre d'offres
Cabinet	2
Direction Générale des Services	0
Education et animation	2
Europe – Relations Internationales	7
Développement économique et Aménagement du Territoire	3
Culture Vie associative "Démocratie de proximité"	2
Autres	6
Total	23 ¹⁹

Les postes sont en majorité rattachés à la Direction « Europe – Relations internationales ». « Autre » : dont cinq Annonces font références à un rattachement à un service Relations internationales mais il n'est pas spécifié la direction de rattachement de ce service. Une offre est rattachée sous l'autorité du Président d'une association (Comité de jumelage) – la ville de Chambéry recherche le coordinateur de l'association Chambéry-Ouahiguya.

¹⁹ Hors statut volontaire (2).

Tableau 16 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la direction de rattachement

Direction de rattachement	Nombre d'offres
Cabinet	0
Direction Générale des Services	0
Direction Générale Adjointe	3
Relations Internationales - Europe	0
Développement économique et Aménagement du Territoire	2
Culture Vie associative "Démocratie de proximité"	1
Autres	3
Total	9

Trois annonces précises un rattachement à la DGA : « Culture et relations internationales », à la DGA « Citoyenneté » et à la DGA « Développement et coopération territoriale ».

Sont classés sous « Autres » les annonces rattachées à une Direction Solidarité et coopération, et à un service événements et relations publiques. L'offre de l'association Centraider est comptabilisée sous cette rubrique.

e. Délai entre mise en ligne de l'offre et date de limite de candidature

Seize offres d'emploi (sur 25) à temps plein « Europe – Coopération décentralisée » présentent à la fois la date de mise en ligne et la date limite de candidature.

Tableau 17 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature

Moins de 10 jours	Entre 10 et 20 jours	Plus de un mois
2	10	4

Six offres d'emploi mixte (sur 9) présentent à la fois la date de mise en ligne et celle de limite de candidature.

Tableau 18 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature

Moins de 10 jours	Entre 10 et 20 jours	Plus de un mois
0	2	4

f. Délai entre date limite de candidature et prise de fonction

Dix offres signalent la date limite de candidature et la date de prise de fonction pour les emplois à plein temps sur les Relations internationales.

Tableau 19 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction

Immédiatement	Moins d'un mois	Entre un et deux mois	Plus de deux mois
6	1	1	2

Seulement deux annonces des emplois mixtes présentent les informations permettant de spécifier cette donnée.

Tableau 20 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction

Immédiatement	Moins d'un mois	Entre un et deux mois	Plus de deux mois
2	0	0	0

2. DESCRIPTIF DU POSTE

a. Les missions

Sept catégories de mission ont été établies à la lecture des 25 offres temps plein « Europe – Coopération décentralisée » :

- *Définition et mise en œuvre des projets de la collectivité en matière de relations internationales :*
Les offres dont les missions relèvent en partie de la mise en œuvre de la politique internationale de la collectivité sont celles qui proposent le suivi des projets que la collectivité mène avec un partenaire étranger, de la réflexion à l'évaluation du projet en passant par sa mise en œuvre.
Souvent, il s'agit aussi de gérer financièrement le projet, de suivre les demandes de subventions et de répondre aux appels à projets de bailleurs de fonds. Dans cette catégorie sont également classées les offres dont la mission principale est la gestion de la subvention globale.
- *Accompagnement des porteurs de projets :*
La deuxième catégorie, appui aux porteurs de projets, cible les offres dont une des missions est d'accompagner les associations de solidarité internationale et les services de la collectivité à monter leur projet (montage technique et financier), à remplir les dossiers de demande de subventions (souvent européennes).
- *Participation à et/ou animation de réseau (européen, associatif, ...) :*
La participation et/ou l'animation de réseau est souvent une mission mal détaillée dans les offres : elle concerne essentiellement la participation à des réseaux européens avec des

échanges de bonnes pratiques et d'expériences. Les offres font aussi parfois référence à l'animation du réseau associatif du territoire.

- *Communication et promotion de la politique internationale* ;
La catégorie « Communication et promotion de la politique internationale » comprend toutes les actions menées pour la mise en place d'une stratégie de communication institutionnelle : entretien de la page Internet, organisation d'événements, communication auprès des partenaires, accueil de délégations étrangères. Dans cette catégorie sont aussi regroupées les fonctions de représentation auprès de l'Union Européenne ou des partenaires ainsi que l'action de lobby.
- *Veille et information sectorielle* :
« Veille et information sectorielle » concerne essentiellement la recherche d'informations stratégiques (politiques, programmes, législation, appels à projet) sur l'Europe pour organiser des dispositifs de recueil et de diffusion d'informations auprès des services et des associations par exemple.
- *Mobilité des jeunes* :
Cette catégorie concerne les activités de promotion de la mobilité des jeunes et de gestion de programmes souhaitant la soutenir.
- *Sensibilisation* :
Enfin, les actions de « sensibilisation », peu évoquées dans les missions énumérées dans les offres recensées, ont pour objectif de former la population et les services de la collectivité à la citoyenneté européenne, à l'ouverture au monde. Une offre se concentre exclusivement sur des missions liées à la mise en place d'un dispositif d'éducation au développement territorial.

Tableau 21 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les missions du poste

Définition et mise en œuvre de projet en RI	16
Accompagnement des porteurs de projets - Evaluation	11
Participation et/ou animation de réseau associatif (européen, associatif ...)	10
Veille et information sectorielle	11
Communication et promotion de la politique Evènementiel	13
Mobilité jeunes	4
Sensibilisation	4

b. Postes à l'étranger

Au cours de la période étudiée, quatre annonces dont le lieu de travail est à l'étranger, ont été identifiées.

Deux sont proposées par des Conseils généraux, les deux autres par une ville et par un Conseil régional.

- CR PDL (Burundi)
- CG Charente-Maritime (Guinée)
- CG Finistère (Chili)
- Ville d'Angers (3 postes d'ambassadeurs en Angleterre, Allemagne et Italie)

A **Bujumbura**, l'offre concerne un poste de responsable du bureau de la représentation de la Région Pays de la Loire au Burundi. Ce poste prévoit des missions de coordination avec l'ambassade de France et le service des relations internationales et Europe de la Région. Les tâches à mener consistent en la consolidation et la création des partenariats avec les acteurs de coopération internationale, recherche des cofinancements extérieurs et appui au montage de dossier, accueil et

encadrement des missions/délégations françaises, recherche de nouveaux partenariats de coopération décentralisée au Burundi. Le responsable est également en charge de l'encadrement de l'équipe franco-burundaise du bureau.

En **Guinée**, l'offre concerne un poste de coordinateur du programme de coopération décentralisée du Département de Charente-Maritime, la mission consiste à représenter le département en Guinée en étant l'interlocuteur auprès de divers acteurs (institutionnels français, guinéens, et internationaux, ONG, ASI, etc.), prospecter et développer de nouveaux partenariats locaux et nationaux, rechercher des financements. La coordination du programme de coopération décentralisée s'accompagne également de mission liée à la gestion administrative, financière et humaine.

Au **Chili**, le CG Finistère recherchait un coordinateur du volet « développement rural » du programme de coopération décentralisée Finistère – Chiloé. La mission est d'accompagner institutionnellement et techniquement ce volet spécifique en collaboration avec l'association des Municipalités de Chiloé et le gouvernement provincial de Chiloé. Ce poste est ouvert à un volontaire pour une durée de 28 mois.

La ville d'Angers proposait trois postes (CDD de 1 an) d'« Ambassadeurs de la ville d'Angers dans les villes jumelles » à Wigan en **Grande-Bretagne**, Osnabrück en **Allemagne** et à **Pise** en Italie. Leur mission est de faciliter et diversifier les échanges entre divers acteurs, écoles, associations, municipalités. Ces trois ambassadeurs seront salariés par la mairie d'accueil. Ils n'ont pas été recensés dans l'étude.

3. PROFIL DU CANDIDAT

Sur 34 offres d'emploi, 3 n'ont aucune description du profil du candidat souhaité. Certaines offres bien que ne faisant pas apparaître un paragraphe spécifique « profil du candidat » donne un certain nombre d'éléments permettant de brosser un profil au fil de la lecture.

a. Diplôme

Sur 34 offres d'emploi, 21 précisent que le candidat doit avoir suivi une formation supérieure :

- 15 sur 26 pour les annonces à temps plein sur « Europe – Coopération décentralisée »
- 6 sur 9 pour les offres mixtes.

Cependant, cette information n'est pas systématiquement communiquée dans la mesure où l'obtention d'un diplôme au minimum Bac +3 est une condition *sine qua non* pour passer le concours d'attaché territorial.

Tableau 22 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le niveau d'études demandé

Formation supérieure demandée	dont minimum Bac + 2	dont minimum Bac +3	dont minimum Bac + 4	dont minimum Bac+5	dont nombre d'années d'études supérieures non précisé	Non renseigné	Total
15	0	2	1	7	4	10	24

Tableau 23 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le niveau d'études demandé

Formation supérieure demandée	dont minimum Bac + 2	dont minimum Bac +3	dont minimum Bac + 4	dont minimum Bac+5	dont nombre d'années d'études supérieures non précisé	Non renseigné	Total
6	1	1	1	0	3	3	9

Tableau 24 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la discipline du diplôme

Relations internationales et européennes	Développement local Aménagement du territoire	Sciences humaines et sociales (Droit - économie- science po)	Autres	Non renseigné	Total
6	1	2	1 ²⁰	15	25

On note que 3 offres classées dans la rubrique « Europe - Coopération décentralisée » précise un diplôme en Gestion de projets.

2 annonces s'ouvrent sur un large panel de diplômes : Science politique – Gestion de projet – LEA – Droit – Economie – Management territorial.

Tableau 25 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la discipline du diplôme

Relations internationales et européennes	Développement local Aménagement du territoire	Sciences humaines et sociales (Droit - économie- science po)	Autres	Non renseigné	Total
1	1 ²¹	0	1 ²²	6	9

b.

c. Compétences et expériences

Sur les 34 offres recensées, 30 décrivent les compétences et/ou expériences souhaitées par la collectivité qui recrute.

Tableau 26 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les compétences et les expériences souhaitées

Gestion de projets	11
Fonctionnement des institutions européennes	8
Fonctionnement des collectivités territoriales françaises	7
Connaissances sur l'aide publique au développement, la coopération décentralisée	5

²⁰ La discipline demandée est « agroéconomiste avec connaissance en tourisme rural » Master pro et Ingénieur. Ici, le CG Finistère recherche un volontaire pour mener la coordination du volet « développement rural » du programme de coopération décentralisée avec Chiloé (Chili).

²¹ Sont précisés comme diplômes demandés : Développement territorial ou Urbanisme ou IEP.

²² Formation demandée : Environnement administratif et financier.

Animation de réseau	1
Développement local	4
Fonctionnement des associations	2
Accompagnement porteur de projets et formation	3
Mobilité des jeunes	3
Autres	2
Total des offres renseignées	22
Non renseigné	3

Tableau 27 : Répartition des offres d'emploi mixte selon les compétences et les expériences souhaitées

Gestion de projets	3
Fonctionnement des institutions européennes	0
Fonctionnement des collectivités territoriales françaises	5
Connaissances sur l'aide publique au développement, la coopération décentralisée	0
Animation de réseau	0
Développement local	2
Fonctionnement des associations	1
Accompagnement porteur de projets et formation	1
Mobilité des jeunes	0
Autres	4
Total des offres renseignées	8
Non renseigné	1

d. Expériences à l'étranger

Sur 34 offres, 3 recruteurs souhaitent que le candidat ait une expérience à l'étranger mais ne précisent pas dans quelle zone géographique (à l'exception d'une offre spécifique qui exige une expérience « africaine » et une autre offre spécifique une expérience à Bruxelles). Il s'agit uniquement d'offres temps plein « Europe – Coopération décentralisée ».

Trois offres précisent une bonne connaissance du territoire de la collectivité qui recrute. Pour deux d'entre elles il s'agit d'un poste basé à l'international.

e. Ancienneté

Sur 34 offres d'emploi « Relations internationales », 22 exigent un certain nombre d'année d'expérience et 13 ne communiquent aucun détail sur l'ancienneté.

Parmi les 22 qui exigent une expérience, 19 ne précisent pas la durée souhaitée.

Tableau 28 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la durée d'ancienneté exigée

Pas de description de profil poste	Expériences demandées	dont sans précision de la durée de l'ancienneté	dont débutant	dont 1 à 2 ans	dont 3 à 5 ans	dont plus de 5 ans	Non renseigné
3	17	15	0	1	1	0	9

Tableau 29 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la durée d'ancienneté exigée

Pas de description de profil de poste	Expériences demandées	dont sans précision de la durée de l'ancienneté	dont débutant	dont 1 à 2 ans	dont 3 à 5 ans	dont plus de 5 ans	Non renseigné
0	5	4	0	0	0	1	4

Parfois, la description de l'expérience souhaitée permet d'estimer l'ancienneté souhaitée : « Une solide expérience », « Expérience significative en matière de », « méthode pratique d'aide à la décision reconnue », « connaissance avérée », etc.

f. Langues étrangères

Sur 34 annonces, 24 apportent des précisions sur la maîtrise de langues étrangères et 10 ne communiquent aucune information sur ce paramètre.

Le niveau de langue exigé est variable selon les offres. Cependant, globalement, l'anglais courant (écrit, lu, parlé) ou « opérationnel » est très fréquemment exigé ; quant au niveau de maîtrise de la seconde langue étrangère, l'expression « bonne maîtrise » apparaît dans de nombreuses offres.

Tableau 30 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le nombre de langues étrangères exigées

Une seule langue	deux langues	Plus de 2 langues	Non renseigné	Total
16	5	0	4	25

Pour les offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée », 22 collectivités ont renseigné le critère « Langues étrangères » tandis que 4 ne l'ont pas rempli.

- Sur les 16 offres dont la maîtrise d'une langue étrangère est exigée, pour 12, la langue étrangère est l'anglais. Les autres langues citées sont l'allemand, l'espagnol, l'italien, le portugais et une offre précise que les langues suédoise et tchèque sont appréciées.

Tableau 31 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » avec 2 langues étrangères selon le critère d'exigence pour la deuxième langue étrangère

Exigé	souhaité	Apprécié	Total
5	7	2	11

Tableau 32 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le nombre de langues étrangères exigées

Une seule langue	deux langues	Plus de 2 langues	Non renseigné	Total
2	1	0	6	9

Pour les offres d'emploi mixte, 3 renseignent le critère langue étrangère.

Sur les 3 offres dont la maîtrise d'une langue étrangère est exigée, les langues étrangères sont l'anglais et l'allemand. L'une demande deux langues « obligatoire » : l'anglais et l'allemand. Une offre précise qu'une deuxième langue serait appréciée.

g. Capacités managériales

Parmi les 25 offres temps plein « Europe – Coopération décentralisée », 7 annonces précisent, dans la partie profil souhaité, que le candidat doit avoir des compétences/expériences managériales, on parle notamment de « management public territorial » et d'encadrement.

Pour les 9 offres mixtes, 4 annonces ont mentionné ce critère ce qui est normal du fait de la proportion relativement importante de Directeurs ou de Chefs de service dans cette catégorie d'emploi (7 sur les 9 offres).

h. Disponibilité (conditions d'exercice)

Sur 34 offres d'emploi, 19 annonces (16 temps plein et 3 offres d'emploi mixte) indiquent que le candidat doit se montrer d'une grande disponibilité et être prêt à se déplacer fréquemment sur le territoire.

Parmi ces 19 annonces, 14 offres (14 temps plein et aucune offres d'emploi mixte) précisent que des déplacements pourront avoir lieu à l'étranger.

i. Outils bureautiques

Sur 34 offres d'emploi, 15 annonces (13 temps plein et 2 offres d'emploi mixte) indiquent que le candidat doit maîtriser les outils bureautiques.

Sur les 15, les outils bureautiques les plus cités sont Word, Excel, Power Point, ... Pour une offre, on conditionne l'embauche à la maîtrise de PRESAGE²³. Une annonce précise des connaissances spécifiques aux NTICs²⁴ et aux outils multimédias. Une offre précise une maîtrise d'un logiciel de gestion de projet sans mentionner de logiciel particulier.

²³ Logiciel de suivi et de gestion des programmes européens (FSE, FEDER et FEP) et des Contrats de projets État - Région (CPR).

²⁴ Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

Conclusion

Sur la période étudiée, peu d'offres d'emploi à temps plein « Coopération décentralisée » ont été publiées.

Sur 34 offres, on en décompte 25 qui sont concernées à temps plein par l'action internationale. De plus, dès lors que l'on exclut les 10 postes « Europe » (veille communautaire et lobby, gestion des fonds structurels, coopération européenne), il ne reste que 15 postes relevant de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale. Sur ces 15 offres, 2 postes concernent un statut de volontaire.

On note un certain équilibre sur la période étudiée entre la création d'emploi liée à la « coopération décentralisée » et à l'« Europe ». Il s'agira de suivre la création des offres d'emploi jusqu'à la fin de l'année pour voir si cet équilibre se maintient.

Profil type du candidat pour des postes à temps plein sur la Coopération décentralisée hors Europe.

Profil type du candidat

Compétences et expériences :

Montage et gestion de projets européens et internationaux ; connaissances approfondies du fonctionnement des collectivités territoriales et du milieu associatif ; maîtrise des enjeux de la coopération et de la solidarité internationale.

Une bonne connaissance du territoire de la collectivité territoriale recruteuse peut-être un plus.

Niveau d'étude et discipline du diplôme :

Bac + 5 en Relations internationales/Coopération internationale et développement, Gestion de projet et/ou formation généraliste (économie, sciences politiques, droit, ...).

Statut :

Titulaire ou contractuel.

Expérience à l'étranger :

Peu mentionnée mais appréciée.

Ancienneté :

Variable selon les types de postes, première expérience souvent exigée et expérience à l'international appréciée, mais faible mention de la durée d'ancienneté exigée.

Langues étrangères :

Une très bonne maîtrise de l'anglais est fréquemment souhaitée, et la connaissance d'une seconde langue (espagnol, allemand, portugais) est parfois appréciée.

Degré de disponibilité :

Elevé, parfois à l'étranger.

Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel) :

Fortement appréciée, voire indispensable.

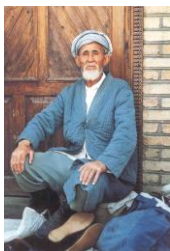
Récapitulatif des offres recensées sur la période

Institution	Date de publication	Intitulé du poste
CA La Rochelle	02/09/2010	Chargé de mission "Projets européens"
CG Charente Maritime	sept-10	Coordinateur programme de coopération décentralisée en Guinée
Ville Chambéry - CJ	14/09/2011	Coordinateur de l'association Chambéry Ouahiguya
CR Pays de la Loire	28/09/2010	Responsable du bureau de représentation au Burundi
Ville Colombes	01/09/2010	Chargé de mission Actions Internationales et développement de la vie associative
CR Basse normandie	nr	Chef de Service Affaires Européenne et coopération territoriale
Ville Aulnay-sous-Bois	05/10/2010	Chef de projet Coopération décentralisée et Relation internationale
CR Auvergne	02/11/2010	Chargé de mission en mobilité européenne
Ville Montpellier	17/12/2010	Directeur des Relations Internationales
Ville Quetigny	20/12/2010	Référent du Comité de jumelage
CG Finistère	10/12/2010	Chargé de mission coopération décentralisée Chili
Ville Vienne	13/12/2010	Chargé de Sensibilisation à l'action internationale et au développement
Ville La Roche sur Yon	déc-10	Chargé de mission Maison du Monde et des Citoyens
CR Picardie	13/12/2010	Chargé de mission coopération décentralisée
CG Ile et vilaine	nr	Chef de service Europe et Relation internationale
Ville Dunkerque	31/01/2011	Directeur de la Culture et de relations internationales
Ville Montreuil	27/01/2011	Directeur Solidarité et Coopération
Ville Sceaux	12/01/2011	Adjoint au chef de service évènement - relations publiques
CR Basse normandie	18/02/2011	Développeur des réseaux Asie
Ville La Roche sur Yon	23/02/2011	Responsable des Relations internationales
Centraider	janv-11	Animateur du réseau
Ville Juvisy-sur-orge	23/02/2011	Directeur adjoint à la citoyenneté
Ville Lille	03/03/2011	Responsable des Relations Internationales
CR PDL	nr	Chargé de programme coopération internationale
CA Caen-La-Mer	09/03/2011	Chargé de mission Europe
CA Rennes métropole	mars-11	Responsable de la mission Europe
CR Auvergne	16/03/2011	Chargé de mission programme européen de coopération
CA Rennes métropole	10/03/2011	Responsable du service Relation internationale et partenaires européens
CR Bretagne	30/03/2011	Chargé de mission coopération interrégional FEDER Service politique de cohésion, contractualisation nationale et coopérations européennes
Ville Montgéron	01/03/2011	Chargé du pôle relations internationales-évènementiels
CA Grenoble Alpes Metro	30/03/2011	Directeur de la prospective et stratégie territoriales
Ville Colombes	28/03/2011	Responsable Service Vie associative
CA Pau	21/03/2011	DGA chargé du développement et des coopérations territoriales
CR Aquitaine	03/12/2010	Directeur de la mission "Exportation et action internationale"

Liste des tableaux

Tableau 1 : Nombre d' « offres d'emploi Relations internationales » recensées par mois sur la période étudiée (7 mois).....	4
Tableau 2 : Répartition des offres selon la source.....	4
Tableau 3 : Répartition des offres par employeur.....	5
Tableau 4 : Nombre d'offres d'emploi selon le nombre d'habitants pour les villes.....	5
Tableau 5 : Répartition des « offres d'emploi Relations internationales » selon le territoire et les institutions.....	6
Tableau 6 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le territoire régional et les institutions.....	7
Tableau 7 : Répartition des offres d'emploi à plein temps « Europe – Coopération décentralisée ».....	8
Tableau 8 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le champ d'intervention.....	8
Tableau 9 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la catégorie.....	9
Tableau 10 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la catégorie.....	9
Tableau 11 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le statut.....	9
Tableau 12 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le statut.....	9
Tableau 13 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe - Coopération décentralisée » selon la position dans la hiérarchie.....	10
Tableau 14 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la position dans la hiérarchie.....	10
Tableau 15 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon la direction de rattachement.....	10
Tableau 16 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la direction de rattachement.....	11
Tableau 17 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature.....	11
Tableau 18 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le délai entre la date de publication et la date limite de candidature.....	11
Tableau 19 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction.....	12
Tableau 20 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le laps de temps entre la date limite de candidature et la date de prise de fonction.....	12
Tableau 21 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les missions du poste.....	13
Tableau 22 : Répartition des offres d'emploi plein temps « Europe – Coopération décentralisée » selon le niveau d'études demandé.....	14
Tableau 23 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le niveau d'études demandé.....	14
Tableau 24 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la discipline du diplôme.....	15
Tableau 25 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la discipline du diplôme.....	15
Tableau 26 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon les compétences et les expériences souhaitées.....	15
Tableau 27 : Répartition des offres d'emploi mixte selon les compétences et les expériences souhaitées.....	16
Tableau 28 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon la durée d'ancienneté exigée.....	17
Tableau 29 : Répartition des offres d'emploi mixte selon la durée d'ancienneté exigée.....	17
Tableau 30 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » selon le nombre de langues étrangères exigées.....	17
Tableau 31 : Répartition des offres d'emploi temps plein « Europe – Coopération décentralisée » avec 2 langues étrangères selon le critère d'exigence pour la deuxième langue étrangère.....	18
Tableau 32 : Répartition des offres d'emploi mixte selon le nombre de langues étrangères exigées..	18

* * * * *



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z

30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France

TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022

Web : www.coopdec.org / Mél : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26

Organisme agréé pour la formation des élus locaux